**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 19 juillet 2010

CP 10/07-45

L'an deux mil dix, le 19 juillet à 11 heures, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à la mairie de Saint-Antonin-Noble-Val sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Etaient présents : MM. Empociello, Cambon, Massip., Viguié, Gonzalez, Mouchard, Roger, Roset et Astoul ;

Etaient excusés : MM. Moignard, Astruc et Bénech.

**MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION TERRITORIALE
DU PAYS MIDI-QUERCY
Plan Climat Energie Territorial
Convention Conseil Général/Syndicat Mixte**

Dans le cadre de la convention territoriale du Pays Midi-Quercy signée le 9 février 2009 entre l'Etat, la Région et le Conseil Général, le Syndicat mixte de ce territoire s'est engagé, sur la période 2008-2013, dans une politique d'accompagnement des actions poursuivies par les collectivités territoriales tendant à favoriser la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Ces actions doivent structurer **le Plan Climat Energie Territorial 2010-2012**, élaboré en partenariat avec l'ADEME, le Conseil Régional, le Conseil Général et le Syndicat Mixte du Pays, par déclinaison de la convention territoriale cadre précitée.

La présente convention proposée consacre **la volonté du Conseil Général d'accompagner** le syndicat mixte dans sa **démarche de conseil** en économie d'énergie auprès des collectivités locales, et **d'abonder, sur le domaine de la réhabilitation du patrimoine bâti existant**, ses interventions financières de droit commun pour les communes signataires du Plan Climat Energie Territorial.

Ainsi, dans le cadre du contrat de Pays Midi-Quercy, et eu égard tant à la spécificité de la démarche énergétique entreprise que de l'effort correspondant consenti par le Conseil Régional, les interventions financières du Conseil Général seraient déclinées, pour les communes signataires, comme suit :

a) Politiques du Conseil Général concernées par une majoration de subvention

Grosses réparations à bâtiments communaux, réhabilitation et réaménagement de salles à usages multiples, réfection d'équipements sportifs existants (vestiaires, club house, ...) grosses réparations aux bâtiments scolaires (liste B).

b) Modalités de majoration de la subvention départementale

Aide complémentaire calculée à partir du **taux initial** de subvention applicable à la commune sur une **dépense subventionnable majorée de 30%**.

Cette augmentation du plafond de la dépense subventionnable devra prendre en compte **exclusivement les surcoûts liés à la performance énergétique des projets**, telle que celle-ci est déclinée à l'article 3 de la convention.

Ce surcoût sera identifié par un devis estimatif et descriptif spécifique au sein du dossier de subvention.

c) Conditions d'attribution de la subvention majorée

Les dossiers bénéficiant de ce financement **seront obligatoirement inscrits** aux programmations du contrat de Pays et liés, quant à leur validité, à la mise en œuvre du Plan Climat Energie Territorial.

Il est proposé d'approuver la convention conclue avec le Pays Midi-Quercy adoptant le présent dispositif financier.

Je vous demanderais de bien vouloir délibérer.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la convention du 9 février 2009 entre l'Etat, la Région et le Conseil Général, par laquelle le syndicat mixte du Pays Midi-Quercy s'engage sur la période 2008-2013, dans une politique d'accompagnement des actions poursuivies par les collectivités

territoriales tendant à favoriser la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve selon le dispositif financier suivant, la convention entre le Conseil Général et le syndicat mixte du Pays Midi-Quercy, relative au renforcement de la politique du Conseil Général du Tarn-et-Garonne sur les communes et intercommunalités du Pays Midi-Quercy par la prise en compte d'un Plan Climat Energie Territorial :
 - dépense subventionnable majorée de 30 % prenant en compte exclusivement les surcoûts liés à la performance énergétique des projets,
 - dossiers obligatoirement inscrits aux programmations du contrat de Pays et liés, quant à leur validité, à la mise en œuvre du Plan Climat Energie Territorial.
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la convention correspondante.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,